

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18288 - 71ÈME ANNÉE

Discours du chef de l'État devant le Congrès des sénateurs et députés

François Hollande propose une révision de la Constitution



« Nous sommes en guerre », c'est par ces mots que François Hollande a commencé son discours hier devant le Congrès des députés et des sénateurs. Dans son intervention, il a détaillé les changements décidés dans la politique intérieure et extérieures à la suite des attentats à Paris. Il a notamment proposé une révision constitutionnelle. Les élections régionales passent au second plan, et leur tenue a surtout pour but de montrer que la République est capable de surmonter les attaques du 13 novembre, a dit en substance le chef de l'État. La priorité est donnée à la COP21, lieu de manifestation de la solidarité internationale. Dans le débat qui a suivi, la droite a montré son désaccord.

Hier à Versailles, le Congrès des députés et des sénateurs était réuni suite à une convocation du président de la République. Après une brève introduction de Claude

Bartolone, président de l'Assemblée nationale et du Congrès, François Hollande s'est adressé aux parlementaires. « Nous sommes en guerre », a-t-il affirmé en premier. Il a d'abord évoqué la situation internationale, avec un changement de cap : « notre ennemi en Syrie, c'est Daech ». Le gouvernement syrien n'est donc plus considéré comme tel.

Dans l'immédiat, le porte-avions Charles-de-Gaulle va se positionner au large de la Syrie, pour tripler le nombre des avions qui pourront bombarder les bases de l'État islamique.

Le chef de l'État a indiqué qu'il souhaite que la lutte contre Daech soit une priorité partagée par la communauté internationale, c'est le sens d'une demande de résolution au Conseil de sécurité.

François Hollande compte rencontrer les présidents de la Russie et des États-Unis pour arriver à une meilleure efficacité des actions. Il souhaite aussi activer un article du Traité de l'Union européenne qui garantit à un État agressé la solidarité des autres États membres.

François Hollande a aussi mis l'accent sur le problème des réfugiés, ainsi que celui des frontières : si l'Europe ne contrôle pas ses frontières extérieures, ce sera le retour aux frontières nationales, et la « déconstruction de l'Union européenne », a-t-il dit. Une réunion de l'UE aura lieu vendredi à ce sujet.

« Actes de guerre »

Sur le plan de la politique intérieure, le chef de l'État a commencé par dire que « ce sont des Français qui ont tué d'autres Français », les auteurs des attaques sont des individus qui passent de la délinquance au terrorisme. Il a précisé qu'il a proclamé l'état d'urgence depuis samedi minuit en France et en Corse « à la demande du Premier ministre ».

« L'ennemi a franchi une nouvelle étape, avec les actes de guerre », a poursuivi François Hollande. Il a ensuite détaillé quels sont les change-

ments constitutionnels et législatifs proposés, en s'appuyant sur l'article 2 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du citoyen qui dit que « droits naturels et imprescriptibles (...) sont la liberté, la propriété, la sûreté, et la résistance à l'oppression ».

C'est tout d'abord un projet de loi pour prolonger de trois mois la durée de l'état d'urgence. Il sera présenté demain en Conseil des ministres.

C'est ensuite la proposition d'une révision constitutionnelle. François Hollande a affirmé que les deux articles du texte fondamental destinés à gérer des crises graves ne sont pas adaptés à la situation, ce sont l'article 16 de la Constitution qui donne des pouvoirs exceptionnels au président de la République, et l'article 36 qui prévoit l'état de siège, avec le transfert de pouvoirs aux militaires.

« Pacte de sécurité »

Dans une guerre face à « un adversaire nouveau », le chef de l'État propose de s'inspirer d'une proposition de la Commission Balladur sur la réforme des institutions : modifier l'article 36 en y incluant des dispositions relatives à l'état d'urgence. Cela suppose une révision constitutionnelle « qui devra être adoptée dans les meilleurs délais ». D'autres mesures sont annoncées : déchéance de nationalité pour les individus condamnés pour des faits graves de terrorisme, même si la personne est née française, à condition qu'elle ait une autre nationalité ; expulsion des étrangers qui présentent une menace, dans le respect des engagements internationaux.

« Le conseil d'État sera saisi pour avis sur ces questions », le président de la République en tirera toutes les conséquences.

Par ailleurs, François Hollande a annoncé des moyens supplémentaires pour la justice (2500 postes supplémentaires), police et gendarmerie (5000 postes) et les Douanes (1000 postes). Selon le chef de l'État, ces créations ramèneront les effectifs des forces de maintien de l'ordre au niveau de 2007.

L'armée continuera ses opérations en Afrique et au Moyen-Orient. Ses effectifs seront maintenus jusqu'en

2019, et les réservistes seront plus employés, afin d'aller vers la création d'une Garde nationale.

Toutes ces décisions devront se traduire dans la loi de finances 2016. François Hollande annonce « un surcroît de dépenses ». Mais pour lui, « le Pacte de sécurité l'emporte sur le Pacte de responsabilité ».

Priorité à la COP21

Le chef de l'État considère que « le grand événement de la conférence sur le Climat sera un moment d'espoir et de solidarité ». Plus de 100 chefs d'État et de gouvernement seront présents et « montreront combien le monde entier doit être solidaire ».

Les élections régionales se tiendront aux dates prévues, ce qui montrera aux terroristes que la République continue à vivre comme d'habitude. Le chef de l'État a précisé qu'il fallait « éviter surenchère et dérives ». Il a conclu en appelant à « éradiquer les terrorismes sans rien perdre de l'état de droit ».

Des applaudissements de tous les groupes politiques ont longuement salué ce discours, avant que les parlementaires ne concluent cette séquence en chantant la Marseillaise.

Dans le débat qui a suivi, la droite a montré une voix discordante. Le président du groupe Les Républicains à l'Assemblée nationale a jugé que la révision de la Constitution n'est pas nécessaire, que « l'unité nationale n'est pas un moyen mais un préalable ». Les amis de Didier Robert estiment qu'« une révision totale des accords de Schengen est la priorité des priorités », et que François Hollande « fait fausse route sur la politique syrienne de la France. La France doit parler avec la Russie, avec tous les grands pays de la région ».

L'unité nationale du lendemain des attentats contre Charlie Hebdo et l'hyper-casher de la Porte de Vincennes n'était pas présente hier au Congrès.

Édito

L'impact des attentats va peser sur La Réunion

Les attentats du 13 novembre à Paris ont fait de nombreuses victimes. Pour la première fois, des kamikazes ont attaqué en France. L'émotion est grande, cette violence laissera des traces longtemps.

Les premières conséquences politiques ont été tirées hier dans le discours du président de la République. Comme il fallait s'y attendre, les élections régionales passent au second plan. Pour le chef de l'État, leur objectif principal sera de montrer au monde que des terroristes ne pourront pas perturber le fonctionnement des institutions républicaines. Le vote aura donc lieu aux dates prévues.

La donne est totalement bouleversée. La priorité va à l'organisation de la COP21, au projet de révision constitutionnelle et à de nouvelles mesures qui seront dans la loi de Finances qui est actuellement débattue au Parlement. Dans le débat qui a suivi l'intervention du président de la République, la droite a refusé l'appel à l'union nationale sur ces questions. Le parti de Didier Robert estime que la révision n'est pas nécessaire, et fait de la surenchère en mettant l'accent sur le contrôle des frontières, ce qui sous-entend une stigmatisation des réfugiés qui fuient des pays en guerre.

La Réunion a déjà connu des répercussions directes des événements tragiques de vendredi. Bien que l'état d'urgence ne soit pas appliqué dans notre île, de nombreuses manifestations ont été annulées. La campagne électorale des ré-

gionales est mise en suspend. Ainsi, le débat hebdomadaire de Réunion Première entre des candidats et des invités n'aura pas lieu ce soir. Il est reporté à jeudi.

Dans ces conditions, l'effet des événements parisiens va peser dans les semaines qui viennent. Les dernières semaines de la campagne électorale vont se faire dans un contexte chamboulé, car la situation n'est plus la même, ce qui change l'ordre des priorités. Le chef de l'État a montré que le résultat des élections ne lui importe guère, ce qui compte c'est qu'elles se tiennent pour montrer le symbole d'une République debout, évitant la surenchère et les dérives. L'essentiel sera dans la réforme constitutionnelle. La droite l'a bien compris, en faisant de cette question le point de départ de l'affirmation de sa différence.

Plusieurs candidats aux régionales à La Réunion sont députés ou sénateur. Certains étaient même présents hier à Versailles pour voir le président de la République s'adresser à eux. Quels enseignements vont-ils en tirer ?

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Le système produit aussi des terroristes

Attentats : la crise au cœur du système des pays occidentaux

Depuis que des éléments de l'enquête sur les attentats de Paris sont diffusés dans les médias, plusieurs informations donnent des précisions sur les auteurs des attaques. Comme lors du mitraillage de Charlie Hebdo, de jeunes Français sont désignés comme terroristes. D'autres personnes originaires de Belgique sont impliquées. La crise est au cœur des pays occidentaux, avec un système qui a malheureusement produit des terroristes.



Hommage aux victimes des attentats, dimanche à Saint-Denis.

En 2012, des soldats avaient été tués par un terroriste dans la région de Toulouse. Puis ce dernier visait ensuite une école faisant plusieurs victimes. Il a perdu la vie au cours de l'assaut de l'appartement dans lequel il s'était retranché. L'opinion apprenait alors avec stupeur que le terroriste était un Français, né 24 ans plus tôt à Toulouse.

Le 7 janvier dernier, plusieurs attaques meurtrières ensanglantaient Paris. 11 personnes étaient assassinées dans les locaux de Charlie Hebdo, ainsi qu'un policier lors de la fuite des assaillants. Le 8 janvier, une policière était tuée à Montrouge par un autre terroriste. Le lendemain, ce dernier organisait une prise d'otages dans un supermarché de la Porte de Vincennes, abattant quatre personnes. Les trois assaillants avaient ensuite été tués lors de différents assauts menés par la police. Ils étaient aussi de jeunes Français qui avaient donc grandi en France et qui avait décidé de prendre les armes contre d'autres Français.

Des jeunes devenus terroristes

Vendredi 13 novembre dernier, des kamikazes ont tenté d'entrer dans le Stade de France où se déroulait un match de football avec le président dans les tribunes aux côtés de dizaines de milliers de spectateurs. Trois d'entre eux ont actionné leur ceinture d'explosif dans les environs du stade, se suicidant et tuant une personne.

Au même moment, d'autres attaques ont visé des personnes paisiblement attablées à la terrasse de bars et de restaurants. Les mitraillages ont fait des dizaines de victimes.

Pendant ce temps, d'autres terroristes attaquaient la salle de spectacle du Bataclan, et prenaient les spectateurs en otage. Un assaut a été lancé pour les délivrer. Plusieurs preneurs d'otage ont alors fait sauter les charges explosives qu'ils portaient sur eux. Tous sont morts, alors que plus de 80 personnes ont perdu la vie dans cette soirée tragique au Bataclan.

Comme à Toulouse en 2012, comme à Paris en janvier dernier, les attaques de vendredi dernier ont impliqué des Français. Selon les éléments émanant de l'enquête diffusés par les médias, le plus âgé des kamikazes avait une trentaine d'années. De jeunes Français ont donc choisi de se faire sauter au milieu d'autres jeunes Français avec comme but d'en tuer le plus grand nombre possible.

Pourquoi ?

Les terroristes sont allés dans la même école de la République que leurs victimes. Ils ont grandi dans le même pays, régi par les mêmes lois, dans une République qui prône les mêmes valeurs pour tous.

L'enquête s'est dirigée vers la Belgique, à la recherche de complices présumés. Ce pays vit aussi le même drame que la France, c'est ce qu'a rappelé cette année l'affrontement meurtrier entre des policiers et des jihadistes à Verviers.

La crise est au cœur des pays occidentaux. Car ce sont des personnes qui ont grandi dans ces pays qui sont devenues des assassins prêts à se suicider dans le but de faire le plus grand nombre de victimes. Le système produit malheureusement des comportements aussi extrêmes, à l'opposé des valeurs républicaines. C'est pourquoi il sera bien difficile de régler cette question avec seulement des mesures liées à l'immédiat, prises dans un contexte de forte émotion.

Comment faire l'économie d'un débat sur les responsabilités du système en place dans cette tragédie ? La Réunion est concernée, car c'est ce même système qui s'applique ici.

M.M.

Indice des prix du mois d'octobre

Prix de l'alimentation : +2,1 % en un an

Le dernier indice des prix à la consommation publié par l'INSEE constate notamment une augmentation deux fois plus importante des prix dans l'alimentation à La Réunion par rapport à la France. Voici le communiqué présentant cette étude.

Indice des prix à la consommation		La Réunion					France			
Regroupements	Pondération	Indice pour le mois de :			Variation au cours :		Indice pour le mois de :		Variation au cours :	
		Octobre 2014	Septembre 2015	Octobre 2015	du dernier mois	des 12 derniers mois	Octobre 2015	du dernier mois	des 12 derniers mois	
		base 100 année 1998			en %		base 100 (1998)		en %	
ENSEMBLE	10 000	129,3	129,1	129,3	0,1	0,0	127,9	0,1	0,1	
ALIMENTATION	1 757	135,1	138,2	137,9	-0,2	2,1	133,1	0,5	1,0	
Produits frais	189	115,5	125,5	121,4	-3,3	5,1	150,6	3,3	7,1	
Alimentation hors produits frais	1 568	139,2	141,2	141,5	0,2	1,7	130,7	0,1	0,1	
TABAC	122	434,3	434,3	434,2	0,0	0,0	259,3	0,0	0,3	
PRODUITS MANUFACTURÉS	3 192	108,4	108,6	108,2	-0,3	-0,2	99,8	0,0	-0,7	
Habillement et chaussures	633	100,1	96,0	96,5	0,5	-3,6	111,1	0,1	-0,7	
Produits de santé	134	92,4	93,7	93,6	-0,2	1,2	74,9	-0,5	-4,2	
Autres produits manufacturés ¹	2 425	112,4	113,6	113,1	-0,5	0,6	103,7	0,0	0,1	
ÉNERGIE	785	160,2	148,0	147,0	-0,7	-8,3	165,4	-0,6	-6,1	
dont Produits pétroliers	525	172,0	150,0	148,4	-1,1	-13,7	169,9	-0,9	-13,6	
SERVICES	4 144	132,7	132,7	133,7	0,7	0,7	137,6	0,1	1,3	
Loyers, eau et ordures ménagères	1 004	150,9	153,3	153,3	0,0	1,6	144,0	0,7	0,8	
Services de santé	172	128,7	129,0	129,0	0,0	0,3	123,0	0,5	0,4	
Transports et communications	993	134,4	131,5	133,0	1,2	-1,0	96,8	0,6	1,0	
Autres services ²	1 975	127,5	127,9	129,0	0,9	1,2	148,6	-0,3	1,6	
Ensemble hors Énergie	9 215	126,9	127,5	127,7	0,2	0,7	125,1	0,1	0,6	
Ensemble hors Tabac	9 878	126,4	126,2	126,4	0,1	0,0	126,0	0,1	0,1	

1. Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison ; Achats de véhicules.
2. Services à la personne ; Services financiers, assurances et services juridiques ; Loisirs et culture ; Hôtellerie, cafés et restauration ; Services liés à l'utilisation de véhicules personnels ; Éducation.
Source : Insee, Indices des prix à la consommation.

Les prix à la consommation augmentent de 0,1 % en octobre 2015 à La Réunion. La hausse des prix des services est atténuée par la baisse des prix des produits manufacturés et des produits pétroliers.

En glissement annuel, les prix sont stables à La Réunion (+ 0,0 %) et augmentent de 0,1 % en France.

Les prix des services augmentent de 0,7 % en octobre. Ils sont portés notamment par des hausses liées aux vacances scolaires telles que les voyages touristiques tout compris (+ 17,2 %), les services d'hébergement (+ 3,9 %), la location de véhicule privé (+ 24,1 %) et les transports aériens (+ 3,5 %). À l'inverse, les prix des assurances baissent de 5,5 % en raison d'offres promotionnelles dans les assurances automobiles (- 6,5 %). Sur un an, les prix des services aug-

mentent de 0,7 % à La Réunion (+ 1,3 % en France).

Les prix des produits manufacturés baissent de 0,3 % en octobre suite à la poursuite des soldes et à des opérations de promotion.

Les prix des chaussures baissent (- 5,0 %) ainsi que les prix des meubles, articles d'ameublement et des appareils ménagers (- 2,1 %), des équipements audio-visuels, photographiques et informatiques (- 1,0 %).

À l'inverse, les prix de l'habillement augmentent (+ 2,1 %) en raison des premières sorties de la période des soldes.

Par ailleurs, les prix des produits de santé baissent de 0,2 %. Sur un an, les prix des produits manufacturés baissent de 0,2 % à La Réunion et de 0,7 % en France.

Les prix de l'énergie baissent de 0,7 % en octobre, suite à un nouveau re-

cul des prix des produits pétroliers (-1,1 %). Celui-ci est porté par le prix de la bouteille de gaz (- 4,6 %) et du supercarburant (- 0,7 %) alors que le prix du gazole augmente de 1,0 %.

Sur un an, les prix des produits pétroliers sont en repli à La Réunion comme en France (respectivement - 13,7 % et - 13,6 %).

Les prix de l'alimentation diminuent de 0,2 % en octobre, entraînés par les prix des légumes frais (- 9,7 %).

À l'inverse, les fruits frais sont en hausse de 3,9 %. Hors produits frais, les prix des produits alimentaires augmentent de 0,2 %.

Sur un an, les prix de l'alimentation augmentent de 2,1 % à La Réunion et de 1,0 % en France.

Le prix du tabac est stable en octobre (+ 0,0 %).

Elections régionales

Pour une Réunion nouvelle : meeting dimanche à Saint-Joseph



Prévu initialement dimanche dernier et reporté à la suite des attentats de Paris, le premier meeting de la liste Pour une Réunion nouvelle conduite par Patrick Lebreton aura lieu dimanche prochain à Saint-Joseph.

En raison des événements tragiques de vendredi 13 novembre à Paris, Patrick Lebreton a décidé de suspendre la campagne des élections régionales. Dimanche 15 novembre dernier devait avoir lieu le premier meeting de la liste Pour une Réunion nouvelle, issue de l'union entre le PCR, le Progrès, des sections du Parti socialiste, le Parti des radicaux de gauche, le Mouvement républicain et citoyen, et la société civile. Ce meeting a donc été reporté.

Il se tiendra finalement dimanche prochain, même heure et même endroit, c'est-à-dire 9 heures place François Mitterrand à Saint-Joseph. Plusieurs milliers de personnes sont attendues à ce premier meeting de la liste Pour une Réunion nouvelle.



CGTR : « le terrorisme est un fléau qu'il faut combattre »

Les attentats terroristes commis le 13 novembre à Paris sont abominables. L'heure est au recueillement et aux condoléances aux familles des victimes. La CGTR s'y associe pleinement, en participant notamment à la minute de silence et aux 3 jours de deuil national.

La CGTR salue la mobilisation extraordinaire de l'ensemble des agents

des services et entreprises publiques, qui montrent en chaque circonstance leur engagement au service des populations.

Le terrorisme est un fléau qu'il faut combattre.

D'abord affaire de respect des peuples et des individus, de paix, de justice, de solidarité et de fraternité, de fin du colonialisme ; la réponse

doit s'exercer dans le cadre démocratique et du renforcement de la démocratie. Les mesures de sécurité doivent impérativement préserver les libertés individuelles et collectives.

La lutte contre le terrorisme ne doit pas s'avilir dans un choc des civilisations, une guerre des religions.

CGTR

Attentats : revenir aux causes, une nécessité pour La Réunion

À l' lendemain des massacres de Paris, nous refusons de céder à la terreur, malgré l'émotion et la tristesse, nous refusons la société de la peur, de la stigmatisation et de la recherche de boucs émissaires...

« La France est en guerre », nous dit-on. Mais ce n'est pas notre guerre : après les désastres américains en Irak et en Afghanistan, les actuelles interventions françaises en Irak, en Libye, en Syrie, au Mali, au Tchad, au Niger, en Centrafrique, contribuent à déstabiliser ces régions et à déclencher les départs de migrants qui se heurtent à la forteresse Europe et dont les corps s'échouent sur les plages. Inégalités et prédateurs déchirent les sociétés, les dressent les unes contre les autres. Al Qaida ou Daech tirent toute leur force inhumaine de ces injustices. Cette guerre ne mène à aucune paix car il n'y a pas de paix sans justice. Pour en finir avec cette guerre, nos sociétés devront se désintoxiquer de l'ivresse de la puissance, des armes, du pétrole, des métaux rares, de l'uranium...

Au-delà du terreau social et économique qui nourrit tous les désespoirs et tous les actes insensés, reste la « banalité du mal », c'est-à-dire le fait que l'humanité n'est jamais à l'abri du retour ou de l'instauration de la barbarie quand certains décident de s'affranchir du respect de l'être humain en tant qu'être humain.

Pour ce qui est à notre portée, plus que jamais, il nous faut lutter contre l'impérialisme fût-il « humanitaire », contre le productivisme destructeur, pour des sociétés sobres, libres et égales.

La Réunion est totalement partie prenante de cette situation mondialisée. Notre éloignement géographique n'est en rien un éloignement de cœur et d'intérêt à cet événement. Rien ne protège La Réunion par un quelconque isolement. Bien au contraire nous oserions dire que la situation sociale alarmante de notre région ne peut qu'être le ferment d'aspiration de certains à rejoindre ces idéaux suicidaires sous couvert de valeurs religieuses, culturelles voire sociétales. Tous les efforts de la société réunionnaise à maintenir une inter-culturalité vivante et bien comprise pourraient bien être anéantis par l'obscurantisme en réponse au désarroi de la jeunesse mais pas seulement, et surtout par l'absence de vraies alternatives politiques réjouissantes et populaires qui auraient pour objet la justice sociale. Tous ceux ici qui militent pour une Réunion plus juste et plus solidaire ont donc une responsabilité encore plus forte pour éviter d'autres bains de sang. La première est d'y voir clair et de combattre la ghettoïsation de notre société qui fait que les exclus deviennent des êtres perdus pour tous, et qui, de victimes d'une société pourraient elles-mêmes faire d'autres victimes par des crimes

perpétrés comme ceux de Paris. Cette escalade nous guette. Cette soi-disant guerre est en fait une lutte à mener pour la défense de valeurs humanistes et surtout une lutte de classe. Sans cette prise de conscience réelle et réaffirmée les Grands Médias et l'émotion complaisamment entretenue nous entraineront vers d'autres guerres et une société liberticide que nous refusons. La Réunion qui se veut société de métissage et d'inter-culturalité doit être un exemple de réaction lucide et active. Plus que jamais la mise en œuvre de politiques citoyennes doit être au cœur des débats de notre île. Réagissons à l'émotion de repli et affirmons des alternatives politiques qui prennent en compte les causes sociétales réelles qui engendrent ces crimes et ces guerres d'État.

Nous refusons par avance toute restriction au droit de manifester et de lutter contre ce monde pourrissant, pour les alternatives que portent ensemble les peuples du Sud et du Nord. Du 29 novembre au 12 décembre, à l'occasion de la COP 21 et par nos mobilisations citoyennes, nous montrerons qu'un autre monde est possible, urgent et nécessaire.

Didier Bourse, ATTAC Réunion

Oté

Nou lé an doulèr, mé ni rèss ini !

Débi d'lané, mwa d'zanvié, égzaktoman lo 11 zanvié apré lo zatanta "Charli ébdo" nou la di, aprés a i pé pi ariv a nou pli pir, dopi vantrodi ni dwa malorozman rann a nou kont ké lo pir lé dovan nou. 129 mor èk in takon blésé, bann téroris la ankòr tié. Koué ni pé fé kont sa ? Sak i éspas laba déor lé grav, dovan sa, a nou osi nou lé konm banna, nou néna la raz, nou lé an doulèr pou zot, byin sir, ni rann omaz bann viktim inosant é nou lé solidèr èk la famyi.

Samdi gran matin, avan alé fann papié pou zéléksyon, in dalon la anons a mwin la nouvèl. Kap-kap la pran a mwin, vik tout domoun, nou néna kiswa in zanfàn, kiswa in frèr, in sèr, in famyi dizon la ba déor. Koué ni pé fé pou vréman kont sa ? Zordi mi antann in pé i di konm sa "ya ka fé konm si" "ya ka fé konm sa" Lé éspésyalis minm néna doutans. Koman batay èk in moun sintiré èk baton dinamit.

Lé vré, nou néna la raz, lé vré, nou lé an doulèr mé sépapousa ni viv pi, sé pa pousa ni rant dan nout trou, ni sar kashièt. Koman i apèl sak la fé sa. Barbar, asasin... I prètan an parmi bann viktim néna 19 nasyonalityé, boudikont tousala la ariv an frans, mé zot la tié lo mond. Yèr a sinn ni lo pèp réyoné la rann omaz o viktim. Nou osi konm banna nou lé an doulèr mé ni rèss ini.

Justin

« Ravaz pa guèp dann son ni ! » – in kozman pou la rout

Dsi la késtyonn lo sans promyé na poin pou diskité . Tout marmay i méfyé guèp pou anshévé si zot lé dsi z'ot ni. Konm di lo kont sa lé roz mèm, i ménas volé,.. out poi lé o fé si ou i déranz azot. In gramoun la rakont amoin, étan marmay, li té kosté sanm son kamarad apré anvoy galé dsi ni guèp. Li la bien vi guèp té an shalèr é tou-d'in kou na inn-daoir l'avé gingn lé z'ord !- la lans dési zot épi la pik ali in l'androi sansib. Lès ali guélé ! lès ali kriyé ! lès ali kouri ! Ala sans prop mé sans figiré sé kan na in n'afèr danzéré é tout fors ou i sava mète out né d'dan. In légzanp ? Dann in péi dan la guèr sivil, in l'armé étranj i sava mète a l'ord... Kalkil azot mèm lo konsékans pou li, kisoï sir plas, kisoï dann son prop péi. Kosa zot i anpans ? Arien ditou ? Fé travay z'ot koko ! Fé bouy z'ot matyèr griz ! Zot va oir ké rant-rant, tazantan, ni pé z'ète dakor rantre nou.